

Cameroun : l'ONU et ses partenaires évaluent la situation des victimes de la crise centrafricaine

Libreville (Gabon), 7 mars 2014 – Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, quitte Libreville ce vendredi 7 mars pour Yaoundé, la capitale du Cameroun, pour une visite de travail d'une semaine. Il y rencontrera les autorités compétentes avec lesquelles il échangera des informations sur la crise qui déstabilise la République centrafricaine (RCA) depuis décembre 2012 et qui s'est accentuée avec le renversement du régime de Francois Bozizé par la « Seleka » le 24 mars 2013.

M. Abou Moussa tiendra également des réunions avec les membres du corps diplomatique et les représentants des organisations internationales, y compris ceux du système des Nations Unies. Au-delà des enjeux politiques, l'impact régional du drame que vit le peuple centrafricain occupera une place importante dans les discussions. Il leur réitérera la vive préoccupation de l'ONU par rapport à cette situation critique et particulièrement, ses conséquences socio-économiques et sécuritaires sur les pays voisins. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU saisira cette occasion pour évoquer l'expérience du Tchad où il a effectué une mission similaire en février.

Après Yaoundé, M. Abou Moussa et sa délégation effectueront une descente sur le terrain, à Garoua-Boulaï, ville de l'Est Cameroun frontalière avec la RCA. Ils s'y rendront le 13 mars, après une escale la veille à Bertoua. Cette étape importante permettra de toucher du doigt les réalités locales et le vécu des populations, notamment les réfugiés et les déplacés contraints de quitter le théâtre des affrontements pour trouver un abri en terre camerounaise. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) 21 680 personnes concernées ont été accueillies dans la région de l'Est-Cameroun depuis janvier 2014, dont 4120 enfants de 0 à 4 ans. Les agences spécialisées de l'ONU et leurs partenaires sont mobilisés pour apporter une assistance adéquate à ces victimes et pour éviter une catastrophe humanitaire. Les demandes sont de plus en plus fortes alors que les moyens sont limités. Il faut par exemple plus de 17 millions de dollars au HCR pour relever, pendant trois mois, les nombreux défis imposés par l'afflux des réfugiés en provenance de la RCA, soit au total 130 187 personnes arrivées au Cameroun entre décembre 2013 et mars 2014.

La mission que conduit M. Abou Moussa facilitera le développement d'une réponse globale et coordonnée face à cette grave conjoncture. C'est dans cette logique que plusieurs organisations en font partie. Il s'agit, entre autres, du Bureau régional des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA), des agences du Système des Nations Unies au Cameroun, etc. Le Secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) y sera représenté par deux experts.

Le programme de M. Abou Moussa, par ailleurs chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), prévoit, dans les prochaines semaines, une mission du même genre en République démocratique du Congo (RDC) et au Congo.